



Allocution d'ouverture

de

*K.Y. Amoako
Secrétaire exécutif*

au

Colloque sur l'Union africaine

**Addis-Abeba
3 mars 2002**

Chers amis et collègues,

Aujourd'hui étant un jour de fin de semaine, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue d'une manière beaucoup moins formelle que l'exigera la cérémonie de demain devant marquer l'ouverture du Forum pour le développement de l'Afrique.

Je suis heureux que vous ayez accepté de vous réunir aujourd'hui. Ce n'est pas par hasard que nous avons invité chacun d'entre vous ici présent, c'est parce que nous savions que, vu votre expérience, vous auriez des réflexions intéressantes à nous apporter.

C'est en particulier un plaisir pour moi de me laisser guider dans cette séance par l'exemple de mon frère Salim Salim, et d'être ici en présence de son honorable successeur, Amara Essy, tous deux, un vieil et un nouvel ami, que je respecte et que je tiens en haute estime.

Je voudrais aussi remercier Abdul Mohammed et ses collègues de *InterAfrica Group* de leur diligence, leur profondeur de vues et leur tenacité, et de s'être tant investis pour rendre la rencontre d'aujourd'hui possible.

Chers amis,

Nous partageons tous l'idée que l'Union africaine doit réussir et être forte. Il existe une dynamique en faveur de l'intégration qu'il faut s'employer à renforcer dans la pratique. Pour ce faire, les dirigeants que vous êtes doivent s'impliquer dans le processus. Vous serez suivis, dès demain, par des centaines d'autres dirigeants dans ce que d'aucuns appellent le Davos africain. J'ignore si cette comparaison est judicieuse, mais je sais que si Davos était plus ouvert aux représentants de la société civile, on pourrait l'appeler FDA mondial.

Demain, je lancerai le FDA en mettant en évidence six sujets de préoccupation qui devraient nous interpeller dans les efforts que nous déployons pour mettre en place une Union africaine dynamique. Permettez-moi de vous en donner rapidement un aperçu:

Il s'agit, premièrement, de la nécessité de mener une action vigoureuse pour promouvoir l'esprit d'entreprise à tous les niveaux, des petites entreprises du secteur informel aux grandes sociétés, dans le cadre de nos activités commerciales et autres politiques d'intégration.

Deuxièmement, il faut veiller à ce que l'intégration favorise, à l'échelon régional, la production de biens d'intérêt collectif: paix, coordination de l'action visant à apporter des solutions aux grands problèmes sociaux comme le VIH/sida et l'insécurité alimentaire, ou à promouvoir des biens culturels de premier choix, dont la recherche scientifique et l'analyse des politiques publiques à l'échelon national et régional.

Troisièmement, nous devons réaliser une intégration conséquente, et pour ce faire, il nous faut rationaliser les structures existantes et assurer une division du travail plus efficace entre organisations régionales et sous-régionales.

Quatrièmement, nous devons consacrer à l'intégration des ressources financières adéquates, tout en gardant à l'esprit ce qu'il nous coûterait de ne pas adopter une telle politique.

Cinquièmement, il s'agit d'établir des priorités et des échéanciers. Diverses considérations me portent à soulever cette question. On ne peut tout faire en même temps. Il faut mettre en place de nouvelles capacités. Et il y aura lieu d'instaurer un climat de confiance et de mobiliser des fonds dans la perspective de mesures plus décisives en faveur de l'intégration politique et économique.

Et sixièmement, il faut assurer une large participation à l'échelon national et régional, et susciter à long terme un appui en faveur de la régionalisation.

Permettez-moi de me focaliser sur la question du rythme, c'est-à-dire quelles seront les priorités dans la construction de l'Union africaine, et pouvons-nous les organiser en concepts et élaborer à partir de ces concepts une stratégie visant à instaurer un climat de confiance.

Je crois qu'il y a des problèmes, réels ou supposés, qui amènent tel ou tel gouvernement à adopter un jour l'intégration régionale et par la suite, à semer des obstacles à la mise en application d'accords y afférents. Nous pourrions ensemble dresser une longue liste de ces problèmes, mais je vous invite plutôt à réfléchir à la manière de les gérer:

- des craintes existent que des pays enregistrent des pertes de recettes fiscales énormes s'ils adoptent le libre-échange. C'est une question qui pourrait être analysée avec des données objectives, ce qui, en l'occurrence, aura l'avantage de montrer qu'il s'agit d'un problème mineur.
- des craintes existent que les petits pays soient débordés par les intérêts de leurs grands voisins, et par ailleurs, que l'intégration régionale ne progresse au rythme de pays plus lents. A cet égard, il y a beaucoup à apprendre des expériences d'autres régions.
- et des craintes existent au sujet de la perte de souveraineté. C'est l'une des plus tenaces, qui nous amène à nous interroger sur l'importance de la souveraineté. Notre espoir est que si nous parvenons à jouir d'une souveraineté commune grâce à l'intégration politique et économique, l'Afrique sera nettement mieux placée pour atteindre ses objectifs de développement et de gouvernance, et nous aurons des gouvernements plus compétents et plus efficaces qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Comment mieux déterminer et dissiper ces craintes et valse-hésitations? Si nous étions une entreprise commerciale prospère, nous interrogerions nos clients, nous ferions part de leurs préoccupations à tous nos grands départements, nous changerions nos produits et nous mènerions une campagne pour adapter nos nouveaux produits aux desiderata de nos consommateurs.

Les mécanismes nécessaires à la construction de l'Union africaine sont-ils si différents de ces mesures? Une Union africaine viable doit prendre en compte aspirations, craintes et méfiance à l'égard de l'intégration. Il faut comprendre les préoccupations et les besoins des gouvernements, des milieux d'affaires et de la société civile, et faire le point de leurs arguments et de leur analyse des problèmes soulevés. Pour apporter des réponses à certains de ces problèmes, de nouveaux programmes et plans pourraient être élaborés. Et les vrais problèmes auxquels les leaders font face doivent être discutés ouvertement, de sorte que dans leur détermination, un appui indéfectible puisse être ménagé en faveur de l'intégration.

L'identification des moyens pratiques et efficaces appropriés pour s'attaquer aux problèmes de souveraineté constitue peut-être le test décisif qui permettra de savoir si une Union africaine pourra durer et se développer.

J'ai soulevé les problèmes de perceptions politiques et la nécessité de mobiliser un large soutien en faveur de l'intégration régionale, parce que c'est la quatrième fois au moins que les dirigeants africains élaborent des programmes d'intégration ambitieux, et à chaque fois, les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes. Si cette fois-ci, nous voulons que l'intégration régionale réussisse, pour que nous devenions une véritable communauté économique et de nations, nous ferions mieux de veiller à ce que nos projets soient adaptés aux besoins des gouvernements, des milieux d'affaires et de la société civile.

Enfin, j'ai mentionné les questions de rythme et d'échéancier, parce que beaucoup se demandent si l'Union peut être lancée en juillet ou si la période de transition devrait être prolongée, disons, d'un an. Dans l'hypothèse d'une prolongation, comment utiliser rationnellement ce délai? Y-a-t il un train de mesures précises à prendre et à appliquer pendant cette période pour instaurer un climat de confiance? Comment utiliser cette période pour créer des institutions et attirer les cadres les plus brillants et les plus compétents en vue de démarrer l'Union africaine? Et, chose plus importante, peut-on faire des avancées significatives pour dissiper les craintes qu'inspire la souveraineté? Des moyens existent-ils, fût-il dans une année, pour intégrer des colloques comme celui-ci aux dialogues menés actuellement à l'échelon national et sous-régional?

Ce sont des préoccupations de ce type qui ont amené l'OUA, la CEA et *InterAfrica Group* à organiser la présente séance de réflexion avec vous. Si vous arrivez à nous montrer la voie à suivre dans la solution de ces problèmes, vous aurez réellement rendu un service à l'Afrique en renonçant à votre dimanche (!).

Je vous remercie une fois encore d'être venus prendre part au Colloque. C'est exaltant de rêver en pareille occasion d'une Afrique plus unifiée et en marche vers le progrès.